

des souliers, des vêtements, des produits de maroquinerie et de luxe, et la mise en conserve des fruits.

La revue *Commonwealth Development* est une revue britannique et d'après ce que je viens de lire les honorables députés remarqueront que l'on y insiste beaucoup sur la possibilité de placements britanniques dans la Fédération des Antilles anglaises. Je pense que nous pourrions fort bien, dans ce contexte, substituer le mot "canadiens" au mot "britanniques". Nous pourrions peut-être nous associer à eux puisqu'il reste beaucoup à faire pour mettre en valeur la région très étendue qui compose maintenant la fédération. C'est un point qu'il ne faut pas oublier; nous savons que, dans le passé, nos placements dans les gisements de pétrole et de bauxite ont amené la mise sur pied d'industries qui nous sont mutuellement avantageuses.

J'ai déjà dit qu'au bout de cinq ans la Fédération des Antilles anglaises déterminera dans quelle mesure cette alliance plurilatérale de diverses îles a réussi. Nous n'en connaissons les résultats qu'avec le temps. Le Canada doit suivre de près les événements et accorder à ce pays sa considération la plus bienveillante ainsi que toute l'aide possible. Nous pourrions peut-être même un jour lui demander de devenir une province du Canada.

M. Frank McGee (York-Scarborough): Monsieur l'Orateur, avant de parler au nom des régions industrielles du Canada, en particulier de la plus remarquable et de la plus progressiste, la région de Toronto, j'aimerais faire quelques observations sur les discours qui ont déjà été prononcés dans ce débat. Que l'avenir du commerce avec les Antilles anglaises s'oriente ou non dans le sens proposé par l'honorable député d'Ottawa-Ouest (M. McIlraith), l'établissement de nouvelles usines qui, en définitive, constitueraient un élément frappant, serait certainement avantageux pour les régions industrielles de notre pays.

Depuis que ce débat est commencé, je me suis fait plusieurs fois la réflexion que les idées et les discours qui ont été formulés sont de sources certainement variées. Pendant que j'attendais mon tour de parler, on m'a livré le *Journal d'Ottawa* à mon pupitre et j'ai remarqué un article intitulé: "Le parti travailliste préconise un programme d'aide du Commonwealth analogue au Plan de Colombo". L'honorable député de Queens (M. Macquarrie) sera bien étonné de se trouver en telle compagnie politique. J'aimerais lire un court extrait de cet article:

Samedi soir, le parti travailliste du Royaume-Uni a proposé la mise sur pied d'entreprises analogues à celles du Plan de Colombo pour aider les régions insuffisamment évoluées du Commonwealth.

D'après le parti travailliste, le Plan de Colombo, qui a été conçu pour accroître la production de vivres et assurer des moyens de formation dans les pays désavantagés de l'Asie, pourrait servir de modèle à des entreprises semblables en Afrique et dans les Antilles anglaises.

Dans la brochure énonçant la politique du parti, il est dit que le Canada et les États-Unis,—qui adhèrent tous deux au Plan de Colombo,—seraient invités à participer à cette nouvelle entreprise si un gouvernement travailliste était reporté au pouvoir aux prochaines élections au Royaume-Uni.

Au fait, j'espère qu'avant d'agir dans ce sens nous ne serons pas obligés d'attendre un tel événement qui, j'ai bien confiance, n'est pas prêt de se produire.

Pour revenir aux discours déjà prononcés dans ce débat, j'ai appris que cette proposition de résolution devait être présentée aujourd'hui. Après avoir écouté les observations de l'honorable député d'Ottawa-Ouest, je me suis demandé si, effectivement, la proposition avait été présentée. Il a parlé de pessimisme de tous côtés pour ce qui est de l'avenir du commerce du Canada, et je trouve difficile de justifier cette observation ou d'en convenir à quelque degré que ce soit. Peut-être n'était-ce que le résultat de ces autres remarques politiques. L'honorable député a également prétendu que le grand parti libéral avait le mérite de tout, conformément à un procédé très courant chez eux, et qui consiste à essayer de refaire l'histoire du Canada en omettant des périodes dignes d'intérêt.

Il est heureux que la situation politique actuelle au Canada ait redressé une bonne partie de cette façon de penser. L'honorable représentant de Vancouver-Est (M. Winch) a parlé du besoin de biens durables, en particulier, et je pensais qu'il continuerait et mentionnerait les concessions faites et les encouragements fournis aux Antilles à l'égard du genre d'industrie propre à favoriser nécessairement l'emploi dans cette région et c'est certainement un domaine où les fabricants de Toronto, et tout particulièrement les fabricants de biens durables, peuvent découvrir d'intéressantes perspectives. J'ai remarqué également que l'honorable député de Vancouver-Est s'est servi d'un terme considéré jusqu'à présent comme bien vilain dans ce coin-là de la Chambre, je veux dire le mot "détournement".

Il s'est servi de ce terme dans son acception la plus favorable. Je remarque que l'honorable député a l'air passablement surpris. Il se rappellera l'extrait du *Financial Post* qu'il a cité, et où il était question de détourner les achats faits aux États-Unis au profit du Canada.

M. Winch: Je citais le *Financial Post*.

M. McGee: Mais cela semblait vous plaire. J'ai trouvé que les observations de l'honorable représentant de Queens (M. Macquarrie) étaient fort appropriées comme le sont la